



Ce que l'on sait des accusations de viol visant le nouveau ministre des Solidarités, Damien Abad

17h39 , le 22 mai 2022

Par **Camille Romano**  (https://twitter.com/mesca_mille)

Damien Abad, député de l'Ain et nouveau ministre des Solidarités, en retrait des Républicains après avoir été nommé dans le gouvernement d'Élisabeth Borne, est visé par des accusations de viols. Il conteste les faits.



Damien Abad lors de la passation de pouvoirs au ministère des Solidarités, le 21 mai 2022 (AFP)

Partager sur :



Les faits. Damien Abad (https://www.lejdd.fr/Politique/les-republicains-voient-ils-une-somme-abad-qui-pourrait-rallier-la-majorite-de-quitter-la-presidence-des-deputes-lr-4112435) , tout juste nommé ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes Handicapées, à 42 ans, est accusé de « viols » par deux femmes. Les faits ont été révélés samedi dans une enquête de Mediapart (https://www.mediapart.fr/journal/france/210522/violences-sexuelles-mineur-damien-abad-nomme-ministre-malgre-un-signalement-adresse-lrem), dans laquelle deux femmes, qui ne se connaissent pas, accusent Damien Abad de les avoir violées. Il était alors eurodéputé et président des Jeunes du Nouveau Centre. Mediapart a commencé son enquête en janvier 2021, sur des faits qui se seraient passés à la fin de l'année 2010 et début 2011. L'une d'elle a adressé un signalement à l'Observatoire des violences sexistes et sexuelles en politique (OVSSP), le 16 mai, par courrier, que l'Observatoire s'est chargé de transmettre au parli des Républicains, dont faisait encore parti Damien Abad mais aussi au procureur de la République, et à La République en Marche. Si le parti présidentiel était destinataire du signalement, c'est que les rumeurs de ralliement de Damien Abad à la majorité présidentielle étaient nombreuses ces dernières semaines, avant qu'il ne soit finalement nommé au gouvernement vendredi. De son côté, le parquet de Paris a confirmé être destinataire du signalement, encore « en cours d'analyse ».

Les accusations. Une première femme de 41 ans, dénonce un viol mineur - Damien Abad un soir de l'automne 2010. Elle le retrouve pour boire un verre, après des mois d'insistance de la part de l'élú, rencontré quelques mois plus tôt au cours d'un mariage d'amis communs, mais elle ne se souvient que d'avoir « bu une coupe de champagne ». Puis plus rien, « black-out total ». Quand elle se réveille, elle est en « sous-vêtements » dans une chambre d'hôtel avec Damien Abad. Elle ne se sent pas bien, « cotonneuse », le corps « groggy, courbaturé et douloureux », et craint d'avoir été droguée. Elle expliquera dans son signalement, avoir été « tellement choquée » qu'elle a « mis plusieurs mois à réaliser et admettre que ce qui s'était passé était un viol ».

Lire aussi - Violences sexuelles en politique : « Il est temps de faire en sorte que des agresseurs ne soient pas élus » (https://www.lejdd.fr/Politique/violences-sexuelles-en-politique-il-est-temps-de-faire-en-sort-que-des-agresseurs-ne-soient-pas-elus-4108199)

Une autre femme accuse Damien Abad de viol, et a fini par porter plainte, en 2011. Ancienne militante centriste, elle rapporte avoir rencontré Damien Abad en 2009, alors qu'il est président des Jeunes du Nouveau Centre. Après une relation de « flirt » par SMS, ils se revoient, début janvier 2011, alors qu'il est à Paris. S'ils finissent par avoir une relation sexuelle, consentie au départ, il lui impose certaines pratiques sexuelles qu'elle a explicitement refusé. Elle décrit une relation sexuelle empreinte « d'irrespect, d'injonction et d'insistance ». Elle précise que Damien Abad était certes quelqu'un qu'elle appréciait, mais aussi « un homme de poids dans son univers politique, « un supérieur hiérarchique politique », qui pourrait être décisif dans son avenir politique et professionnel. Elle met cinq ans à porter plainte, et se décide quand Damien Abad devient un des porte-paroles de François Fillon. Une enquête est ouverte par le parquet de Paris, dans laquelle Damien Abad est entendu, avant qu'elle ne soit classée sans suite, « faute d'infractions suffisamment caractérisée ».

La réponse de Damien Abad. L'ex-président des députés LR a contesté « avec la plus grande force » ces accusations, à la fois dans une réponse écrite à Mediapart, et dans un communiqué. « Ces accusations relatent des actes ou des gestes qui me sont tout simplement impossibles à raison de mon handicap », affirme-t-il. Le député de l'Ain, première personne handicapée à siéger à l'Assemblée Nationale sous la Ve République, est atteint d'arthrogrypose, une maladie rare qui bloque ses articulations et réduit sa mobilité. « L'acte sexuel ne peut survenir qu'avec l'assistance et la bienveillance de ma partenaire », insiste-t-il. Damien Abad ajoute « évidemment » n'avoir « jamais drogué qui que ce soit », et avance être « dans l'incapacité de porter une personne, de la transporter et de la déshabiller ».

Lire aussi - Taha Bouhafs, ex-candidat insoumis aux législatives, est visé par des accusations de violences sexuelles (https://www.lejdd.fr/Politique/taha-bouhafs-ex-candidat-insoumis-aux-legislatives-est-vise-par-des-accusations-de-violences-sexuelles-4110858)

Pourquoi c'est important. LREM et LR nient avoir été mis au courant avant la nomination de Damien Abad au gouvernement, quelques jours seulement après des accusations de violences sexuelles contre Taha Bouhafs, un temps candidat de la Nouvelle union populaire écologique et sociale dans le Rhône, qui l'ont poussé à retirer sa candidature. Au-delà de la gravité des faits dont il s'agit, qui ne doivent pas être minimisés, c'est la question de la façon dont sont reçues de telles accusations au sein des partis. Mediapart rapporte que le signalement de l'OVSSP est resté sans réponse de la part des deux partis. Stanislas Guerini, délégué général d'En Marche, lui aussi nommé au gouvernement, affirme n'avoir découvert le signalement que le matin de la parution de l'article, expliquant ne pas avoir relevé sa boîte mail jusque-là. Christophe Castaner, chef de file des députés LREM, dit, lui, n'avoir rien reçu, tout en conseillant à la victime de porter plainte. Du côté des Républicains, si Aurélien Pradié lui aussi n'aurait pas eu connaissance du signalement envoyé par mail, il dit avoir abordé le sujet de son attitude envers les femmes avec Damien Abad. « Il n'était pas du tout surpris, il s'est agacé en me disant qu'il en avait marre d'entendre parler de cela, donc je n'étais pas le premier à le faire. Il m'a dit que ce n'était pas vrai, et qu'il s'était excusé. Je lui ai dit : "Est-ce que ce n'est pas vrai ou est-ce que tu t'es excusé, parce que c'est pas la même chose ?" Et la discussion s'est arrêtée là.

Lire aussi - Damien Abad, le nouveau ministre des Solidarités : la carte « droite sociale » d'Emmanuel Macron (https://www.lejdd.fr/Politique/damien-abad-le-nouveau-ministre-des-solidarites-la-carte-droite-sociale-demmanuel-macron-4112679)

Interrogée par la presse au cours d'un déplacement dimanche dans le Calvados (https://www.lejdd.fr/Politique/elections-legislatives-dans-le-calvados-elisabeth-borne-plonge-dans-la-campagne-4112895) , la Première ministre Élisabeth Borne (https://www.lejdd.fr/elisabeth-borne) a déclaré avoir pris connaissance des affaires dans l'article de Mediapart, niant avoir « plus d'éléments que cela » et que si la justice était à nouveau saisie, elle en tirerait « toutes les conséquences ». « Je vais être très claire: sur tous ces sujets de harcèlement, d'agression sexuelle, il ne peut y avoir aucune impunité et il faut continuer à agir pour que les femmes qui peuvent être victimes d'agression, de harcèlement, puissent libérer leur parole, qu'elles soient bien accueillies pour déposer plainte (https://www.lejdd.fr/Societe/violences-sexuelles-le-hashtag-doublepeine-denonce-laccueil-des-victimes-par-les-forces-de-lordre-4069372) », a-t-elle ajouté. Les accusations interviennent après qu'un candidat LREM aux élections législatives, Jérôme Peyrat, condamné pour violences conjugales vient de retirer sa candidature, et qu'un autre, Yves Blein est visé par une plainte pour harcèlement sexuel (https://www.leprogres.fr/elections/2022/05/16/yves-blein-cette-plainte-est-une-machination-politique) , alors qu'Emmanuel Macron (https://www.lejdd.fr/Emmanuel-Macron) a déclaré que la lutte contre les violences sexistes et sexuelles serait à nouveau la grande cause de son quinquennat.



Lire le Journal (https://abonnement.lejdd.fr/)

LES PLUS LUS

1

2

3

4

(/Politique/macron-ayrault-valls-schiappa-comment-ils-ont-appris-qu'ils-seraient-ministres-4112209)
Macron, Ayrault, Valls, Schiappa... Comment ils ont appris qu'ils seraient ministres (/Politique/macron-ayrault-valls-schiappa-comment-ils-ont-appris-qu'ils-seraient-ministres-4112209)

(/Politique/pourquoi-emmanuel-macron-a-choisi-de-nommer-pap-ndiaye-a-leducation-nationale-4112874)
Pourquoi Emmanuel Macron a choisi de nommer Pap Ndiaye à l'Éducation nationale (/Politique/pourquoi-emmanuel-macron-a-choisi-de-nommer-pap-ndiaye-a-leducation-nationale-4112874)

(/Politique/quand-gaspard-proust-interpelle-le-maire-de-grenoble-sur-le-burkini-cher-eric-piolle-4112860)
Quand Gaspard Proust interpelle le maire de Grenoble sur le burkini : « Cher Éric Piolle » (/Politique/quand-gaspard-proust-interpelle-le-maire-de-grenoble-sur-le-burkini-cher-eric-piolle-4112860)

(/Politique/meme-son-directeur-de-cabinet-elisabeth-borne-na-pas-pu-le-choisir-4112233)
Même son directeur de cabinet, Élisabeth Borne n'a pas pu le choisir (/Politique/meme-son-directeur-de-cabinet-elisabeth-borne-na-pas-pu-le-choisir-4112233)

5

6

7

8

(/Politique/sebastien-lecornu-plus-jeune-ministre-des-armees-depuis-la-revolution-francaise-4112708)

Sébastien Lecornu, plus jeune ministre des Armées depuis la Révolution française (/Politique/sebastien-lecornu-plus-jeune-ministre-des-armees-depuis-la-revolution-francaise-4112708)

(/Politique/entrants-sortants-promotions-ce-quit-faut-retenir-du-gouvernement-borne-4112721)
Entrants, sortants, promotions... Ce qu'il faut retenir du gouvernement Borne
(/Politique/entrants-sortants-promotions-ce-quit-faut-retenir-du-gouvernement-borne-4112721)

(/Politique/islamo-
gauchisme-
wokisme-a-
leducation-
nationale-le-
ministre-pap-
ndiaye-sera-t-il-
lanti-blانquer-
4112702)

Islamo-gauchisme,
wokisme... : à
l'Education
nationale, le
ministre Pap Ndiaye
sera-t-il l'anti-
Blانquer ?
(/Politique/islamo-
gauchisme-
wokisme-a-
leducation-
nationale-le-
ministre-pap-
ndiaye-sera-t-il-
lanti-blانquer-
4112702).

(/Societe/cest-
quoi-le-wokisme-
4066399)

C'est quoi le
"wokisme"?
(/Societe/cest-quoi-
le-wokisme-
4066399)



ABONNEZ-VOUS ([HTTPS://WWW.FACEBOOK.COM/LEIDD](https://www.facebook.com/LEIDD))



SUIVEZ-NOUS ([HTTPS://TWITTER.COM/LEIDD](https://twitter.com/LEIDD))

Le Journal du Dimanche

(//www.leidd.fr/)

**DÉCOUVREZ NOS OFFRES
D'ABONNEMENT !**



Contacts
(<https://www.lejdd.fr/formulaire/contacts>)

Charte Données Personnelles et Cookies
(<https://www.lejdd.fr/divers/La-Charte-Donnees-Personnelles-et-Cookies>)

CGV - Articles Premium
(<https://abonnement.lejdd.fr/cgv>)
Charte Vie Privée des
articles « Premium »
(<http://www.lejdd.fr/divers/Charte-vie-privee-et-cookies-relatives-aux-articles-Premium-du-JDD-FR>)

CGU
(<http://www.lejdd.fr/divers/CGU>)
Mentions légales
(<http://www.lejdd.fr/divers/Mentions-Legales>)
Publicité
(<https://www.lagardere.com/groupe/publicite.aspx?622022.html>)

SURVEY NOUS SUR



f (https://www.dailymotion.com/leidd)
(https://www.facebook.com/leidd)



(<https://twitter.com/leidd>)

2022 © Le Journal du Dimanche. Le JDD est un journal hebdomadaire français d'actualité fondé en 1948. Suivez l'actualité politique, internationale et toute l'info société avec le LeJDD.fr. Découvrez tous nos décryptages d'actu. Le Site LeJDD.fr est édité par Lagardère Média News

La fréquentation du IDD.fr est certifiée par l'ACPM (<http://www.acpm.fr/>)